

Le Panama s'invite aussi dans le débat entre Wallons

TRAITÉS

Le Panama est à la mode. Le pays, pas le chapeau. Les commentateurs sportifs n'en finissent pas de gloser sur le match entre les Diables rouges et les footballeurs du canal. Le dossier des Panama Papers rebondit encore (lire en pages 2 et 3). Et ce mercredi, le parlement de Wallonie a suivi le mouvement...

Il y a quelques années, personne n'aurait épinglé cet assentiment à donner à « *l'accord entre l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise et la République du Panama sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements* ». Mais le Ceta, ce traité entre l'Europe et le Canada qui a fait parler de la Wallonie dans le monde entier, est passé par là. Désormais, toute entente économique ou commerciale avec une nation étrangère est passée à la moulINETTE des critiques régionales.

A propos du Panama, le ministre-président Willy Borsus et la majorité MR-CDH ont serré les coudes face à l'opposition PS et Ecolo poussée dans le dos par une part importante de la société civile à travers notamment le CNCD-11.11.11. pour lequel « *ratifier ce traité représenterait un recul par rapport aux avancées engrangées sur le Ceta* ».

L'accord entre Belgique et Luxembourg, d'une part, et Panama, de l'autre, prévoit ainsi un dispositif d'arbitrage sur les investissements de type ISDS dont les Wallons n'ont pas voulu pour

le traité avec le Canada. Selon l'opposition, le texte en discussion est en deçà des engagements pris par MR et CDH dans une résolution de février dernier qui établissait la nouvelle jurisprudence wallonne pour les traités internationaux.

Près de dix ans

Signé le 26 mars... 2009 au Panama, l'accord a mis près de dix ans pour franchir l'Atlantique et débouler au parlement wallon. Dans l'intervalle, le combat mené à Namur à propos du Ceta, qui a failli ébranler la Belgique et l'Union européenne, est passé par là. Avec des progrès non négligeables, notamment sur cette question de l'arbitrage. Du coup, l'entente avec le Panama semble très datée, et pour tout dire d'un autre âge.

De deux choses l'une dès lors... « *On ne peut pas signer ce traité dans cet état* », ont dit en chœur PS et Ecolo, qui veulent une renégociation pour un texte moderne. Mais la majorité MR-CDH n'est pas décidée à suivre cette voie. En résumé : « *D'accord, tout n'est pas parfait dans cet accord, mais c'est de l'histoire ancienne. Il faut solder ce passé et aller de l'avant avec les textes à venir.* »

Maxime Prévot (CDH), qui était ministre lors du débat sur le Ceta, a regretté au passage que « *la Wallonie est devenue le Zorro du monde* » : « *D'accord pour l'ambition, mais avec humilité ! Arrêtons de vouloir donner la leçon systématiquement* », a ajouté le Namurois, agacé. ■

E.D.